



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## déficits publics

Question au Gouvernement n° 3625

### Texte de la question

#### PLAN D'ÉQUILIBRE DES FINANCES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à M. François Asensi, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. François Asensi. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre, mais je ne le vois pas.

M. Roland Muzeau. Il n'est pas là, il se fout de l'Assemblée !

M. François Asensi. Le plan d'austérité annoncé hier constitue une déclaration de guerre sociale contre le peuple français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR. - Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

L'injustice est le seul plan de bataille que ce gouvernement aura respecté. Hier, il prenait 2,2 milliards d'euros des poches des assurés avec la taxe sur les mutuelles. Aujourd'hui, il réduit les APL et les allocations familiales ; il asphyxie les collectivités ; il durcit la réforme des retraites ; il impose de nouvelles restrictions dans les hôpitaux et les services publics ; il augmente la TVA, l'impôt le plus injuste. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Pas une de ces mesures ne relancera notre économie.

Les spéculateurs ne doivent pas être des boucs émissaires, dit le Premier ministre. Mais quels sont les chevaux de Troie de la tragédie grecque promise à l'Europe ? Les " boursicoteurs " et les fondés de pouvoir du capitalisme financier ! Les diktats des agences de notation conduisent notre pays vers la récession.

M. Alain Gest. Ridicule !

M. François Asensi. Cependant, le parallèle qui a été fait avec la France de 1945 est indécent. En 1945, malgré une France exsangue et une Europe anéantie par les combats, les élites politiques surent relever le pays et financer de grandes réformes sociales.

M. Alain Bocquet. Eh oui !

M. François Asensi. Alors, oui, comme en 1945, le temps des ruptures est venu. Les alternatives existent : en supprimant les cadeaux aux plus riches, en taxant plus le capital, en éradiquant la spéculation et les paradis fiscaux, en sortant du traité de Lisbonne.

Les députés du Front de gauche défendent ce nouveau partage des richesses en faveur de la croissance et de l'emploi. Quand le Gouvernement va-t-il abandonner la voie de l'austérité et de la récession et promouvoir enfin la croissance pour notre pays ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, j'ai une question à vous poser. ("*Non ! Vous, répondez à la question !*" sur les bancs du groupe GDR.)

M. Jean Glavany. Dans quelle République vous vous croyez ? On marche sur la tête ! Et vous laissez faire, monsieur le président ?

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Qu'est-ce que la justice pour vous ? Est-ce ce que fait l'Espagne socialiste, c'est-à-dire fermer les blocs opératoires pendant des mois, baisser le niveau des retraites, baisser le niveau des prestations sociales, baisser le niveau des allocations familiales ?

M. Roland Muzeau. Nous sommes en France !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Est-ce cela la justice pour vous ? Ou la justice est-ce de faire ce que fait notre gouvernement, c'est-à-dire augmenter de 37 % sur cinq ans les dépenses sociales de l'État - jamais les filets de protection sociale n'ont été aussi solides dans notre pays.

M. Jacques Desallangre. Oh !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Pourquoi ? Tout simplement parce que nous avons eu le courage, monsieur le député, de faire des réformes.

M. Jacques Desallangre. Mais non !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Des réformes comme celle des retraites, qui nous permet aujourd'hui de ne pas baisser le montant des retraites.

M. Pierre Gosnat. C'est faux !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Des réformes comme celle de l'État, qui nous permet, en effet, de voter le budget le plus économe depuis 1945, un budget où les dépenses de l'État baisseront par rapport à l'année précédente, ce qui n'était jamais arrivé. Parce que la facilité, c'est fini, parce que, aujourd'hui, on ne doit pas dépenser plus qu'on ne crée de richesses.

M. Roland Muzeau. Les coupables, c'est vous !

M. Jean-Paul Lecoq. C'est vous qui nous faites tomber dans le trou, depuis dix ans que vous gérez !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Mais les plus fragiles seront protégés de cet effort, et vous le savez, parce que nous demandons plus à ceux qui ont plus, plus d'impôt sur le revenu, plus d'impôt sur la fortune, plus d'impôt sur le patrimoine. Vous en parlez, monsieur le député, mais l'harmonisation de la fiscalité des revenus, du patrimoine et du travail, c'est nous qui l'aurons faite. (*Protestations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*) Nous sommes, en matière de justice, en mesure de donner des leçons, pas d'en recevoir ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. François Asensi](#)

**Circonscription :** Seine-Saint-Denis (11<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3625

**Rubrique :** Finances publiques

**Ministère interrogé :** Budget, comptes publics et réforme de l'État

**Ministère attributaire :** Budget, comptes publics et réforme de l'État

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 9 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 9 novembre 2011